

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE LA SOMME**

**Visas d'éliminations délivrés aux Services producteurs
d'archives publiques du département de la Somme**

(2015)

165 W

Répertoire numérique détaillé

réalisé par
Charline DESCAMPS, rédacteur territorial,

sous le contrôle scientifique de
Arnaud ESPEL, attaché de conservation du patrimoine,

et sous la direction de
Élise BOURGEOIS, Conservateur en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2017

SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>3</u>
<u>SOURCES COMPLÉMENTAIRES.....</u>	<u>5</u>
<u>Services du Conseil départemental de la Somme et établissements publics départementaux</u>	<u>6</u>
<u>Conseil départemental de la somme.....</u>	<u>6</u>
<u>Établissement publics départementaux.....</u>	<u>11</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence régionale</u>	<u>12</u>
<u>Directions régionales.....</u>	<u>12</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>13</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence départementale</u>	<u>14</u>
<u>Préfecture de la Somme.....</u>	<u>14</u>
<u>Sous-préfectures de la Somme.....</u>	<u>15</u>
<u>Services départementaux déconcentrés de l'État.....</u>	<u>15</u>
<u>Finances publiques.....</u>	<u>16</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>16</u>
<u>Établissements publics de santé</u>	<u>17</u>
<u>Organismes de droit privé chargés de missions de service public, Associations</u>	<u>18</u>
<u>Services du Conseil régional et établissements public régionaux</u>	<u>19</u>
<u>Conseil régional de Picardie.....</u>	<u>19</u>
<u>Établissements publics communaux</u>	<u>19</u>

INTRODUCTION

Présentation du fonds

Le versement 165 W provient du service Aide aux administrations des Archives départementales de la Somme. Il concerne les visas d'éliminations autorisés par le Directeur des Archives départementales de la Somme pour l'année 2015.

Il a été décidé en 2016, d'effectuer des versement réguliers afin de ne pas surcharger les dossiers des services. C'est ainsi que les années 1971 à 2013 ont été archivées¹ en 2016 et les années 2014 et 2015 en 2017. Les suivantes seront classées au fur et à mesure afin de constituer chaque année un nouveau versement.

D'une importance matérielle de 3 articles, ce versement représente 0,30 mètres linéaires

L'intérêt historique de ce versement réside dans le suivi régulier des services du département qui assurent une gestion raisonnée de leur archivage en procédant régulièrement à des opérations d'élimination.

Les éliminations d'archives publiques

L'élimination d'archives publiques est une procédure réglementaire qui repose sur une sélection précise des documents à éliminer et sur l'autorisation de destruction accordée par le Directeur des Archives départementales (code du Patrimoine article R 212-14). Ce visa constitue une décharge juridique pour le responsable du service qui a effectué les éliminations.

Des instructions de tri et de conservation, ou circulaires, sont établis à l'échelon national². Lorsque ces circulaires nécessitent des adaptations à la réalité de la gestion des archives des services producteurs, ceux-ci peuvent réaliser leur propre tableau de tri, comme cela est prévu par le code du Patrimoine. Ces tableaux, communément appelés «tableaux de gestion» renseignent pour chaque typologie de documents, la durée d'utilité administrative et le sort final : conservation définitive ou destruction. En ce qui concerne la sélection, la pratique évolue constamment³.

1 Versement 120 W.

2 On peut les trouver sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

3 Les règles de gestion et de sélection des archives sont explicitées sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

Après autorisation par le directeur des Archives départementales, il faut procéder à l'élimination physique des documents. Elle consiste en une dénaturation et peut s'opérer par déchiquetage, broyage et/ou recyclage ou par la suppression des fichiers dans le cas d'archives électroniques. Lors de cette opération, toutes les garanties de confidentialité des informations doivent impérativement être réunies.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux.

La communicabilité des liasses de ce versement est immédiate.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives départementales de la Somme

- Sous série 3 T :
 - Fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, jusqu'en 1950⁴.

- Série W :
 - 100 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué après la fermeture ou la réorganisation de plusieurs services de l'État, notamment lors de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).
 - 101 W, fonds Joseph Estienne (ancien directeur des Archives de la Somme) fonds non classé.
 - 1500 W, archives de la Direction, depuis 1950, classement en cours.
 - 120 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour la période allant de 1971 à 2013.
 - 164 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour l'année 2014.
 - 160 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour l'année 2016.

⁴ La coupure se fait en 1950, et non en 1940 comme pour le reste des archives contemporaines. Cela correspond au changement d'archiviste départemental, Joseph Estienne, laissant la place à cette date à son fils, Jean Estienne.

**ENSEMBLE DE VISAS D'ÉLIMINATION DÉLIVRÉS AUX
SERVICES PRODUCTEURS D'ARCHIVES PUBLIQUES DU
DÉPARTEMENT DE LA SOMME**

165 W 1

**SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME⁵ ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
DÉPARTEMENTAUX**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

PRÉSIDENTE

Service documentation.

N° 193 du 24 juillet 2015.

Service aux élus.

N° 089 du 10 avril 2015

N° 164 du 1^{er} juillet 2015.

Les groupes politiques.

N° 168 du 1^{er} juillet 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Mission audit, études et évaluations.

N° 173 du 2 juillet 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SOLIDARITÉS ET DE
L'INSERTION

⁵ Ex Conseil général, devenu Conseil départemental en mars 2015, en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, et après renouvellement des assemblées.

Siège de la Direction.

N° 060 du 24 mars 2015.

N° 189 du 24 juillet 2015.

N° 203 du 21 août 2015.

N° 239 du 30 septembre 2015.

Direction Enfance et famille, siège.

N° 147 du 16 juin 2015.

Direction Enfance et famille.

N° 004 du 21 janvier 2015.

N° 108 du 28 avril 2015.

N° 217 du 27 mai 2015.

Direction de la Cohésion sociale et du logement.

N° 030 du 12 février 2015.

N° 054 du 24 mars 2015.

N° 055 du 24 mars 2015.

N° 056 du 24 mars 2015.

N° 065 du 25 mars 2015.

N° 100 du 21 avril 2015.

N° 146 du 16 juin 2015.

N° 295 du 18 décembre 2015.

Direction de l'Autonomie des Personnes âgées et des Personnes handicapées.

N° 043 du 13 mars 2015.

N° 226 du 8 septembre 2015.

N° 241 du 30 septembre 2015.

N° 243 du 2 octobre 2015.

N° 251 du 20 octobre 2015.

N° 282 du 11 décembre 2015.

Maison départementale des personnes handicapées.

N° 091 du 10 avril 2015.

N° 105-106 du 27 juillet 2015.

N° 205 du 21 août 2015.

N° 287 du 11 décembre 2015.

Les Territoires

Territoire Amiens Nord Est

N° 057 du 24 mars 2015.

N° 149 du 16 juin 2015.

N° 167 du 1^{er} juillet 2015.

N° 278 du 6 novembre 2015.

Territoire Amiens Ouest

N° 052 du 24 mars 2015.

N° 107 du 28 avril 2015.

N° 145 du 06 juin 2015.

Territoire Amiens Sud

N° 025 du 12 février 2015.

N° 121 du 7 mai 2015.

N° 207 du 21 août 2015.

N° 231 du 16 septembre 2015.

N° 257 du 22 octobre 2015.

N° 258 du 22 octobre 2015.

Territoire Haute Somme

N° 035 du 2 mars 2015.

N° 110 du 28 avril 2015.

N° 190 du 24 juillet 2015.

Territoire Montdidier Santerre

N° 029 du 13 février 2015.

N° 092 du 10 avril 2015.

N° 113 du 30 avril 2015.

N° 146 du 16 juin 2015.

N° 172 du 2 juillet 2015.

N° 181 du 27 juillet 2015.

N° 221-225 du 8 septembre 2015.

Territoire Les Trois Rivières

N° 148 du 16 juin 2015.

Territoire Les Cinq Vallées

N° 032 du 25 février 2015.

Territoire Littoral Baie de Somme

N° 044 du 13 mars 2015.

N° 045 du 13 mars 2015.

N° 053 du 24 mars 2015.

Direction Appui aux solidarités.

N° 288 du 11 décembre 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DÉVELOPPEMENT DE LA
PERSONNE ET DES TERRITOIRES

Siège de la Direction.

N° 236 du 17 septembre 2015.

Direction de l'Appui aux territoires.

N° 022 du 12 février 2015.

Direction du Développement économique et agricole.

N° 026 du 12 février 2015.

N° 090 du 10 avril 2015.

Direction de l'Environnement et des Énergies.

N° 037 du 2 mars 2015.

N° 058 du 24 mars 2015.

Archives départementales.

N° BDE_020 (Numérisation) du 21 janvier
2015.

N° BDE_040 (Archives hospitalières) du 21
janvier 2015.

N° BDE_041 (Archives privées XD) du 27 février 2015.

N° BDE_042 (Direction adjointe) du 28 février 2015.

N° BDE_093 (Action culturelle) du 7 avril 2015.

N° BDE_137 (Numérisation) du 7 avril 2015.

N° BDE_142 (AAA) du 7 avril 2015.

N° BDE_191 (AAA) du 24 juillet 2015.

N° BDE_196 (pré classement Archives privées LK) du 29 juin 2015.

N° BDE_197 (pré classement Archives privées LK) du 22 juillet 2015.

N° BDE_201 (AAA) du 17 août 2015.

N° BDE_208 (AAA) du 13 août 2015.

N° BDE_209 (Numérisation) du 3 août 2015.

N° BDE_230 (pré classement BU, notaires) du 9 juillet 2015.

N° BDE_291 (pré classement 100 J, LK) du 13 octobre 2015.

N° BDE_292 (pré classement 109 J, LK) du 13 octobre 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT

Politique Haut débit

N° 235 du 17 septembre 2015.

Direction du Développement des infrastructures.

N° 166 du 1^{er} juillet 2015.

N° 294 du 18 décembre 2015.

N° 296 du 18 décembre 2015.

Direction de l'entretien des infrastructures.

N° 163 du 1^{er} juillet 2015.

N° 289 du 11 décembre 2015.

Direction Appui administratif et budgétaire.

N° 023 du 12 février 2015.

N° 260 du 6 novembre 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE RESSOURCES

Mission Europe.

N° 240 du 16 septembre 2015.

Direction des Affaires juridiques.

N° 281 du 11 décembre 2015.

Direction des Ressources humaines et du dialogue social.

N° 079 du 3 avril 2015.

N° 094 du 10 avril 2015.

N° 109 du 28 avril 2015.

N° 112 du 30 avril 2015.

N° 143 du 16 juin 2015.

N° 192 du 27 juillet 2015.

N° 195 du 24 juillet 2015.

N° 198-199 du 27 juillet 2015.

N° 234 du 17 septembre 2015.

Direction des Finances et de la commande publique.

N° 078 du 3 avril 2015.

N° 059 du 24 mars 2015.

BDE_2015_095_AD80_1458W du 30 mars 2015.

Direction de la Logistique et des systèmes d'information.

N° 256 du 20 octobre 2015.

ÉTABLISSEMENT PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

ASCPDR

N° 021 du 13 février 2015.

CENTRE DÉPARTEMENTAL ENFANCE ET FAMILLE

N° 174 du 2 juillet 2015.

N° 175 du 2 juillet 2015.

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT EN SOMME

N° 152 du 24 juin 2015.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° 284-285 du 24 novembre 2015.

165 W 2

SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE RÉGIONALE

Agence régionale de Santé.

N° 245-246 du 8 octobre 2015.

Centre national de la Fonction publique territoriale.

N° 212 DU 28 août 2015.

Pôle emploi.

N° 238 du 30 septembre 2015.

Université de Picardie Jules Verne.

N° 128 du 27 mai 2015.

N° 129 du 27 mai 2015.

N° 277 du 4 novembre 2015.

DIRECTIONS RÉGIONALES

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.

N° 261-275 du 16 novembre 2015.

N° 283 du 24 novembre 2015.

Direction régionale des Affaires culturelles.

N° 001 du 9 janvier 2015.

N° 018-019 du 29 janvier 2015.

N° 088 du 3 avril 2015.

N° 204 du 21 août 2015.

N° 276 du 3 novembre 2015.

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

N° 248 du 8 octobre 2015.

Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

N° 007-009 du 29 janvier 2015.

N° 033 du 24 février 2015.

N° 125 du 11 mai 2015.

Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale.

N° 298 du 22 décembre 2015.

Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Observatoire régionale de l'Industrie picarde.

BDE_2015_104 (pré classement 1459 W).

SERVICES JUDICIAIRES

Chambre régionale des Comptes Nord Pas-de-Calais Picardie.

N° 003 du 20 janvier 2015.

Tribunal administratif d'Amiens.

N° 155 du 25 juin 2015.

Cour d'Appel d'Amiens.

N° 005 du 21 janvier 2015.

N° 031 du 12 février 2015.

N° 131 du 1^{er} juin 2015.

N° 214 du 28 août 2015.

N° 217 du 28 août 2015.

N° 254 du 20 octobre 2015.

BDE_2015_119 (pré classement du 1241 W).

BDE_2015_123 (pré classement du 1469 W).

BDE_2015_132 (pré classement du 1486 W).

BDE_2015_133 (pré classement du 1470 W).

BDE_2015_134 (pré classement du 1485 W).

BDE_2015_135 (pré classement du 1485 W).

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
DÉPARTEMENTALE**

PRÉFECTURE DE LA SOMME

BUREAU DU CABINET

N° 280 du 16 novembre 2015.

BDE_2015_039 (classement du 33 W).

BDE_2015_115 (pré classement du 1244 W).

BDE_2015_180 (classement du 24 W).

DIRECTION DES MOYENS DE L'ÉTAT

N° 028 du 9 février 2015.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION
LOCALE

Bureau des Élections et du Conseil aux Collectivités locales.

N° 013 du 29 janvier 2015.

N° 016 du 29 janvier 2015.

N° 171 du 1^{er} juillet 2015.

N° 206 du 21 août 2015.

N° 247 du 8 octobre 2015.

N° 300 du 22 décembre 2015.

Bureau de l'Administration générale et de l'Utilité publique.

N° 184 du 17 juillet 2015.

BDE_2015_117 (pré classement du 1503 W)

Bureau des Finances locales.

BDE_2015_118 (pré classement du 1228 W).

DIRECTION DES TITRES ET DE LA CITOYENNETÉ

Bureau de l'Immigration, de l'Intégration et de la Nationalité.

N° 017 du 29 janvier 2015.

N° 036 du 2 mars 2015.

N° 178 du 15 juillet 2015.

Bureau de l'Accueil du Public et de la Circulation.

N° 012 du 29 janvier 2015.

N° 138 du 8 juin 2015.

N° 252 du 20 octobre 2015.

SOUS-PRÉFECTURES DE LA SOMME

SOUS-PRÉFECTURE D'ABBEVILLE

N° 010 du 29 janvier 2015.

N° 139 du 8 juin 2015.

SOUS-PRÉFECTURE DE PÉRONNE

N° 011 du 29 janvier 2015.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Service pénitentiaire d'Insertion et de Probation.

N° 161 du 29 juin 2015.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA
FORÊT

BDE_2015_301 (pré classement du 1507 W).

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE ET
DE LA JEUNESSE

N° 213 du 28 août 2015.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

N° 027 du 9 février 2015.

N° 177 du 15 juillet 2015.

N° 200 du 27 juillet 2015.

N° 250 du 8 octobre 2015.

N° 297 du 22 décembre 2015.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BDE_2015_114 (pré classement du 1270 W).

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Centre des des Finances publiques d'Abbeville.

BDE_2015_116 (pré classement du 1449 W).

Service de la Publicité foncière d'Amiens.

BDE_2015_077 (classement du 4Q2).

Centre des des Finances publiques de Bray-sur-Somme

N° 293 du 15 décembre 2015.

SERVICES JUDICIAIRES

Conseil des Prud'hommes d'Abbeville.

N° 214 du 28 août 2015.

Conseil des Prud'hommes d'Amiens.

N° 165 du 29 juin 2015.

Tribunal de grande instance d'Amiens.

N° 154 du 25 juin 2015.

Tribunal d'instance d'Amiens.

N° 019 du 30 janvier 2015.

BDE_2015_156 (pré classement 1496 W).

BDE_2015_157 (pré classement 1497 W).

Tribunal des Affaires de Sécurité sociale.

N° 259 du 22 octobre 2015.

165 W 3

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS - PICARDIE

N° 111 du 29 avril 2015.

N° 137 du 8 juin 2015.

N° 218 du 28 août 2015.

N° 228 du 8 septembre 2015.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE PHILIPPE PINEL

N° 038 du 2 mars 2015.

N° 047 du 13 mars 2015.

N° 253 du 20 octobre 2015.

CENTRE HOSPITALIER DE CORBIE

N° 048 du 13 mars 2015.

CENTRE HOSPITALIER MONTDIDIER - ROYE

N° 006 du 21 janvier 2015.

N° 158-159 du 25 juin 2015.

CENTRE HOSPITALIER DE PÉRONNE

N° 255 du 20 octobre 2015.

ORGANISMES DE DROIT PRIVÉ CHARGÉS DE MISSIONS DE SERVICE PUBLIC, ASSOCIATIONS

Allo Chèque Emploi Services.

BDE_2015_302 (pré classement 1512 W).

Association Yves Le Febvre.

N° 046 du 13 mars 2015.

N° 126 du 11 mai 2015.

N° 169 du 1^{er} juillet 2015.

Banque de France Eurosysteme.

N° 024 du 4 février 2015.

Caisse d'Allocations familiales de la Somme.

N° 015 du 29 janvier 2015.

N° 063-064 du 24 mars 2015.

N° 144 du 24 juin 2015.

N° 194 du 22 juillet 2015.

N° 279 du 16 novembre 2015.

Caisse primaire d'Assurance Maladie.

N° 049 du 13 mars 2015.

N° 140 du 8 juin 2015.

N° 202 du 21 août 2015.

Mutualité sociale agricole de Picardie.

N° 299 du 22 décembre 2015.

Poste et Télécommunications

BDE_2015_175 (classement du 39 W).

Régime social des Indépendants.

N° 216 du 28 août 2015.

Société d'Aménagement foncier et d'Établissement rural de Picardie.

N° 249 du 8 octobre 2015.

Union départementale des Associations familiales de la Somme.

N° 244 du 8 octobre 2015.

Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité sociale et d'Allocations familiales.

N° 050 du 13 mars 2015.

N° 061 du 24 mars 2015.

N° 096-099 du 15 avril 2015.

N° 101-103 du 21 avril 2015.

N° 130 du 1^{er} juin 2015.

N° 170 du 1^{er} juillet 2015.

N° 176 du 3 juillet 2015.

SERVICES DU CONSEIL RÉGIONAL ET ÉTABLISSEMENTS PUBLIC RÉGIONAUX

CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

N° 141 du 11 juin 2015.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX

Office public de l'Habitat d'Amiens.

N° 062 du 24 mars 2015.

N° 080-087 du 3 avril 2015.